

**LA CROISSANCE DES VILLES TOGOLAISES
ENTRE 1960 ET 1981
ET SES IMPLICATIONS POUR LE DEVELOPPEMENT**

Depuis plusieurs décennies, l'explosion urbaine de l'Afrique est le grand défi qu'ont à relever les politiques d'aménagement du territoire et d'optimisation des ressources nationales. Le Togo n'y échappe pas, même si les problèmes y sont plutôt moindres qu'ailleurs.

I - PROBLEMES DE DEFINITIONS

Avec trois recensements en moins d'un quart de siècle (1958-60, 1970 et 1981), le Togo est bien outillé pour analyser ce phénomène démographique majeur, qui correspond à une poussée de la population urbaine sans précédents.

Mais la notion de "villes" n'est pas si facile à cerner : une forte population agglomérée ne suffit pas, car il peut ne s'agir que d'une accumulation de ruraux (certains villages de la préfecture du Yoto ont plus de 10.000 âmes ; ce ne sont pourtant que des villages). Une ville se définit d'abord par ses **fonctions urbaines** (c'est-à-dire non rurales), au premier rang desquelles on peut mettre la fonction administrative. C'est donc légitimement que l'on a retenu, au Togo, l'ensemble des **vingt-et-un chefs-lieux de préfecture** comme centres urbains (1), bien que certains (en particulier les plus récents : Tchamba, Amlamé, ...) soient, de par la

(1) Ce qui a des implications juridiques et pratiques : eux seuls élisent (depuis 1987) une municipalité ; eux seuls dépendent des services de la D.G.U.H. ... Il n'y avait, depuis l'Indépendance, que sept communes (Kara, créée formellement en 1982, ne prenant corps qu'en 1987). Elles seules étaient traitées de "populations urbaines" aux recensements de 1960 et de 1970.

composition de leur population, surtout de gros bourgs ruraux. On les admettra tout de même comme centres urbains.

Il existe cependant une dizaine d'autres **agglomérations** qui n'ont pas de rang préfectoral et ne sont pourtant pas des villages : gros marchés comme Kétao et Anié, petits centres de commerce et d'artisanat comme Assahoun et Agougadzépé (la seule des neuf sous-préfectures à ne pas être insignifiante), centre minier (Hahotoé) ou industriel (Dadja)..., soit une cinquantaine de milliers de citoyens supplémentaires.

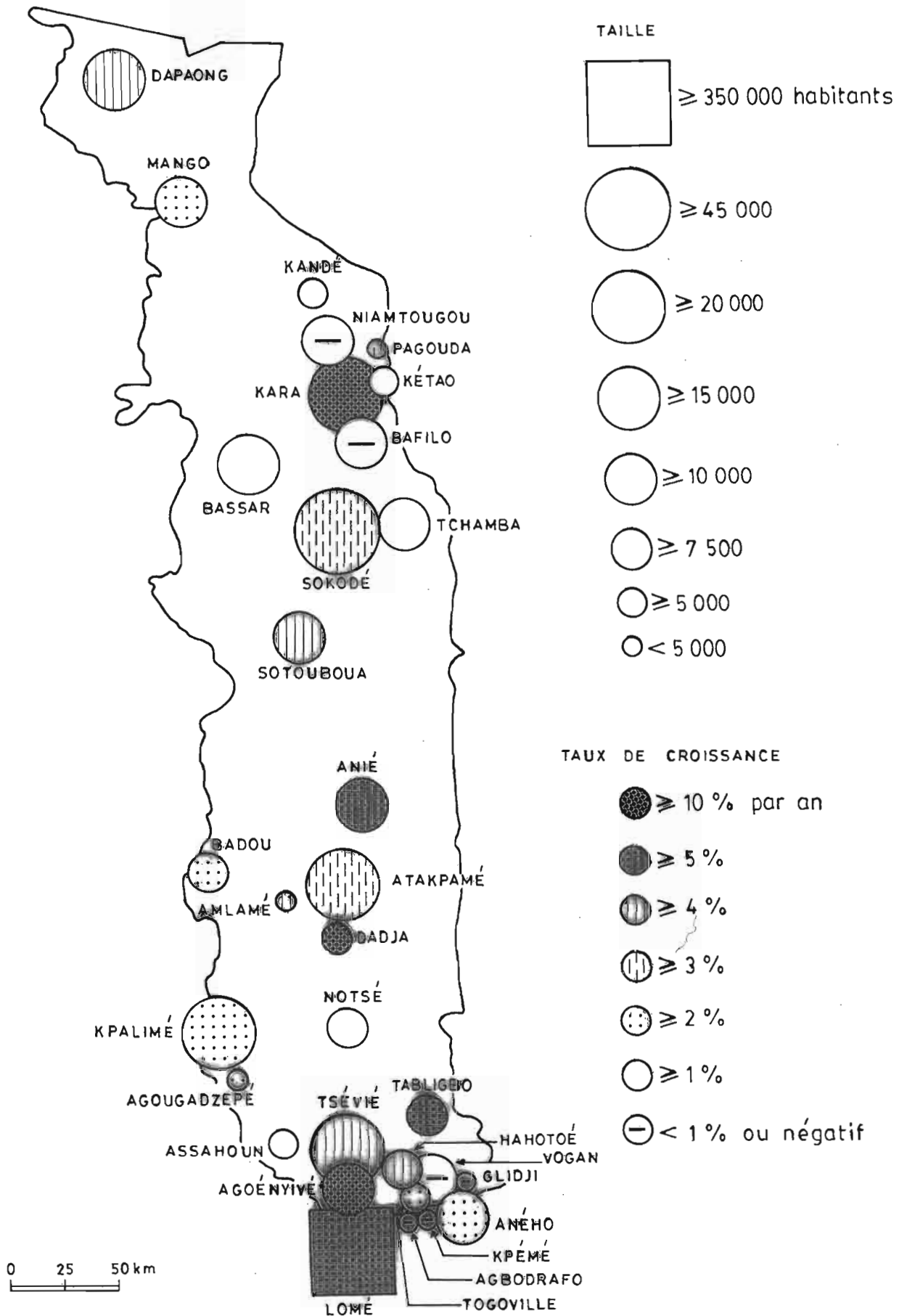
Plus aigu est, dans certains cas, le problème du **périmètre considéré comme "urbain"**. Le recensement de 1981 a, en général, vu large, afin d'englober la réalité des **agglomérations**, l'ensemble de l'espace bâti et peuplé de citoyens. Mais parfois trop : Niamtougou englobe maintenant tous les villages de sa palmeraie et Bafilo le village voisin de Tchon Oro, ce qui a pour résultat d'en "ruraliser" les populations (1) et de leur communiquer la stagnation de ces villages : Bafilo a ainsi perdu 2 % de la population de Bafilo + Tchon Oro en 1970. On a parfois vu trop court : Atakpamé, dans le recensement de 1981, n'englobe pas son faubourg d'Agbonou (2), là où l'agglomération se développe le plus vite (1 219 hab. en 1970, 4 154 en 1981), et surtout le périmètre communal de Lomé ne comprend pas des zones qui font pourtant partie intégrante de son agglomération, comme le nouveau Zongo, peuplé de citoyens transplantés, ou surtout le faubourg d'Agoényivé (2 962 hab. en 1970, 9 096 en 1981), où se fait maintenant une bonne partie de l'expansion de l'espace urbanisé. On attribuera donc, aux 375 500 Loméens "officiels", 15 000 citoyens supplémentaires, afin de pouvoir comparer des choses comparables, c'est-à-dire d'agglomération à agglomération (3).

(1) 62,5 % d'actifs ruraux dans ce grand Niamtougou.

(2) Qui fait maintenant partie de la commune d'Atakpamé. Il y a aussi quelques milliers d'habitants à Hihéatro qui font partie de l'agglomération, mais pas de la même préfecture.

(3) Pour 1970, nous prenons les données publiées alors. Les résultats du recensement de 1981 ont été publiés à "surface constante", c'est-à-dire englobant rétrospectivement des villages urbanisés en 1981 mais encore ruraux en 1970 : c'est le problème de vouloir figer dans une grille rigide une réalité mouvante.

POPULATION DES VILLES EN 1981



II - UNE CROISSANCE URBAINE MARQUEE PAR LA PREPONDERANCE DE LOME

En vingt-deux ans, la population du Togo s'est accrue de 1.250.000 habitants (une multiplication par 1,9, avec un taux annuel stable : 2,8 % dans le premier intervalle intercensitaire, 2,9 % dans le second). La population urbaine, au sens large des trente-et-une villes, est passée de 240.000 à 754.000 : une multiplication par 3,1, un accroissement de plus d'un demi-million de personnes (combien de ceux-ci par immigration ? : un taux annuel moyen de 5,3 % doit se décomposer en deux parties approximativement égales, entre le bilan naturel et le bilan migratoire).

Mais cet accroissement moyen cache des différences marquées. Le **Grand-Lomé**, qui comptait -avec Bè, alors en pleine urbanisation mais exclu de la commune jusqu'en 1971- environ 84.800 en 1958-59, passe à 186 000 (1) en 1970 et à 390 000 en 1981, soit un accroissement de 300 000 individus, une multiplication par 4,6, un rythme annuel de 7,5 % dans le premier intervalle intercensitaire, 6,5 % dans le second : contrairement à un a priori tenace, la poussée urbaine, même à Lomé, a eu plutôt tendance à ralentir (2).

C'est encore plus vrai pour le reste du système urbain : 100 000 citadins supplémentaires entre 1958-60 et 1970, 110 000 entre 1970 et 1981, cela signifie que le rythme annuel est passé de 4,5 % à 3,3 %. Là encore, la moyenne cache des réalités diverses. Il faut en effet isoler les six véritables "villes moyennes" du pays (Aného, Kpalimé, Atakpamé, Sokodé, Kara, Dapaong : quatre chefs-lieux de Région et deux centres commerciaux), que leurs fonctions urbaines isolent nettement de la moyenne des préfectures : leur population a été multipliée par 3,0 en 22 ans, successivement 5,5 % et 4,5 % par an. Alors que les seize autres préfectures n'ont crû que d'un coefficient de 1,8 : 3,4 % par an, puis 2,1 % (3), et les dix centres urbains non-administratifs de 2,6 : soit 5,2 % par an, puis 3,5 %.

(1) Chiffre rectifié des erreurs publiées dans les "résultats provisoires" de 1970.

(2) D'autant plus que, de 1950 (32.800 hab.) à 1958-59, Lomé s'est accrue de 8,5 % par an si l'on exclut Bè du dernier chiffre, 10 % si on l'inclut. Cela a été la période de la plus forte croissance : 18.000 hab. estimés en 1938 donne un taux maximum de 5,5 % par an avant 1950.

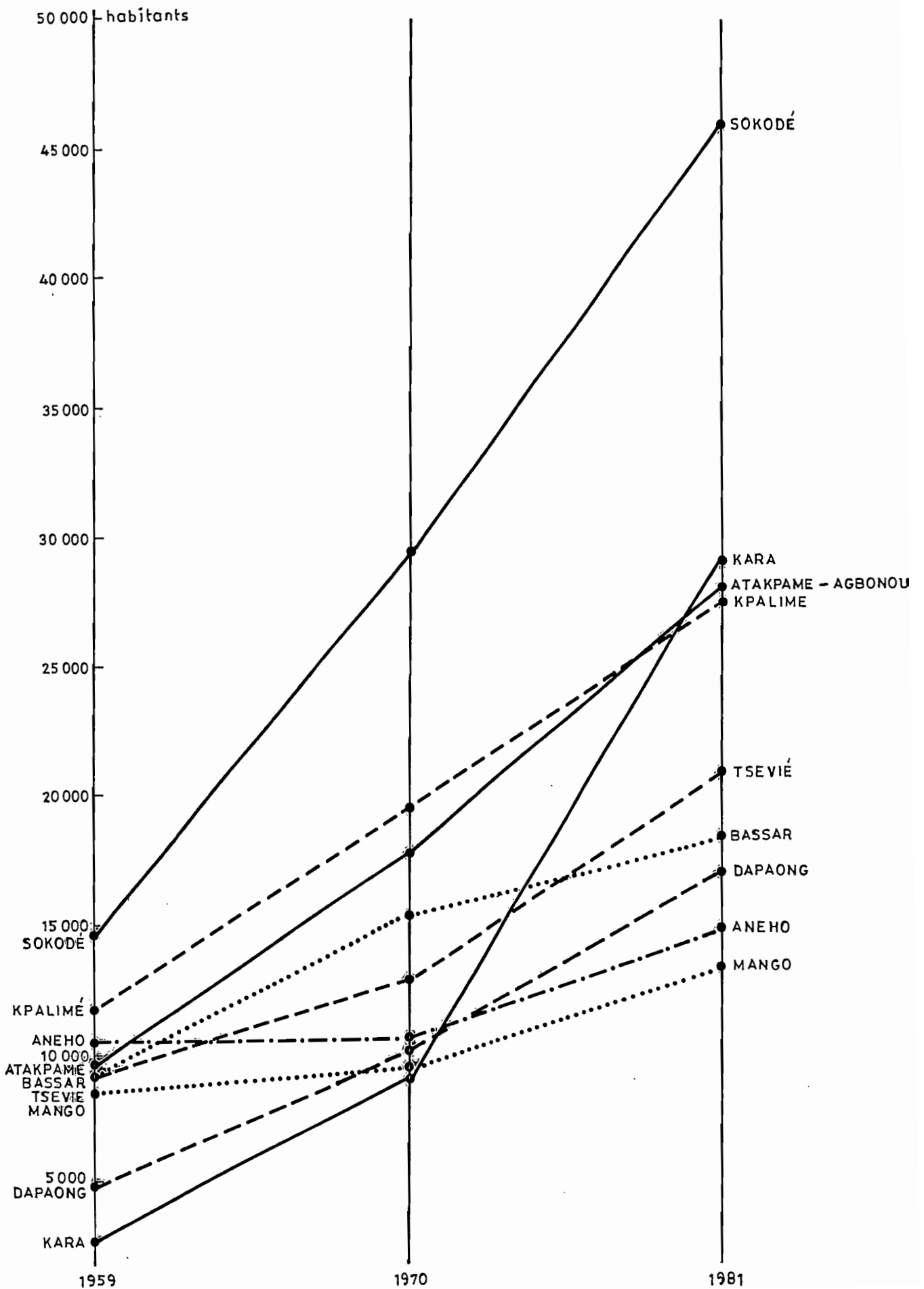
(3) Ce qui est le taux de croissance du milieu rural.

Parmi les villes importantes, seules Aného et Tsévié (réveillées en fait par les résonnances de la croissance de Lomé) et Tabligbo (alors lieu d'un gros investissement industriel) ont connu une croissance plus forte entre 1970 et 1981 qu'entre 1960 et 1970. Mais Sokodé a reculé de 6,5 % par an à 3,9 %, Kpalimé de 4,8 % à 3,2 %, Atakpamé (y compris Agbonou) de 5,3 % à 3,6 %, Dapaong de 6,9 % à 4,5 %. Hormis Kara, qui s'est maintenue depuis 1960 entre 10 et 11 % par an (ce qui lui a valu de décupler sa population), la croissance des villes moyennes du Togo est limitée et plutôt fléchissante, celle de Lomé (qui pesait 35 % de la population urbaine totale en 1960 et 52 % en 1981) restant forte pour le pays, mais mesurée à l'échelle des grandes métropoles africaines, où les taux de 8 à 10 % ne sont pas rares.

POPULATIONS URBAINES

	1958-60	1970	1981	Croissance		
				1958-60 (par an)	1970 (par an)	1960-81
Lomé (agglom.)	84 800 (?)	186 338	390 000 (?)	+ 120 % (7,5 %)	+ 109 % (6,5 %)	x 4,6
Six villes moyennes	54 315	98 301	162 474	+ 81 % (5,5 %)	+ 65 % (4,5 %)	x 3,0
Seize autres préfectures	81 109	117 865	149 322	+ 45 % (3,4 %)	+ 27 % (2,1 %)	x 1,8
dix autres centres	20 210	35 239	52 365	+ 74 % (5,2 %)	+ 49 % (3,5 %)	x 2,6
TOTAL 31 VILLES	240 434	437 443	754 161	+ 82 % (5,6 %)	+ 72 % (4,7 %)	x 3,1
% Populat. totale	16,7 %	22,4 %	27,7 %	+ 34 % (2,7 %)	+ 24 % (1,9 %)	x 1,7
Part de Lomé dans pop. urbaine	35 %	43 %	52 %			x 1,5

CROISSANCE DES VILLES PRINCIPALES



III - ANALYSE ET PERSPECTIVES

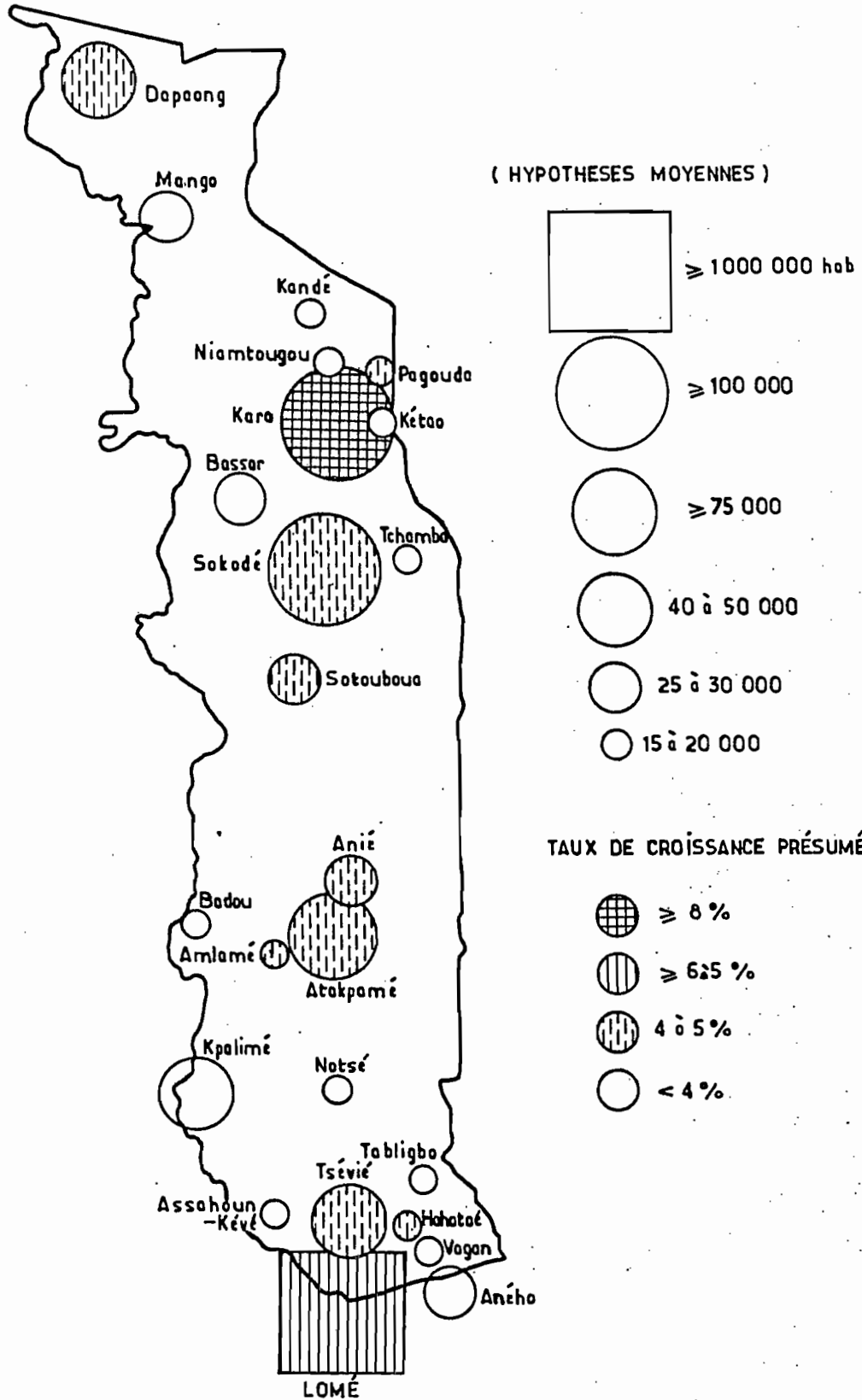
500 000 nouveaux citoyens en vingt-deux ans, dont 300 000 dans l'agglomération loméenne, cela signifie, même si le croît naturel en explique la moitié, des **mouvements de population importants**, mais, là encore, à nuancer.

Le recensement de 1981 a montré que 22,5 % des Togolais n'habitent pas la préfecture de leur naissance. 585 000 se sont donc déplacés : 185 000 vers la préfecture de Lomé, 400 000 dans le reste du pays, où l'ensemble des villes ne représente que 350 000 habitants. On peut estimer que celles-ci ont absorbé, au mieux, 150 000 de ces migrants et donc que les migrations rurales internes, qui caractérisent si fort les Régions Centrale et des Plateaux, ont concerné, elles, quelques 250 000 migrants : l'exode rural, au Togo, n'a rien de démesuré, et les réajustements spontanés de population entre zones pleines et zones vides sont un signe encourageant d'une meilleure utilisation de l'espace national.

Par ailleurs, l'étude de la **composition ethnique** de la population des villes montre que **Lomé**, bien que peuplée au quart de gens du Centre et du Nord, **attire essentiellement les gens du Sud du Togo**, jusqu'à la hauteur d'Atakpamé. Hormis Kara (qui ne compte qu'une moitié d'originaires de ses environs), les grandes villes du Centre et du Nord sont surtout peuplées -et attirent en priorité- **par des habitants de Leur Région**. Les différences sont faibles, sur ce point, entre 1970 et 1981.

Cette situation -fondamentalement saine- pourrait cependant se modifier en cas de crise grave (sécheresse, forte chute des cours agricoles, insécurité...), et la population affluer -comme on l'a vu en d'autres pays- dans la seule capitale, qui gonflerait alors monstrueusement. Sans accepter d'hypothèse aussi catastrophiste (mais non impensable), on doit tenir pour certain qu'une politique d'aménagement du territoire qui ne maintiendrait pas, ne renforcerait pas, ces liens entre Régions et chefs-lieux régionaux aboutirait à une poussée brutale de la croissance de Lomé, avec les conséquences que l'on peut envisager.

POPULATION URBAINE DU TOGO EN 2000



Faire, à partir des recensements passés, des **pronostics de croissance** est un art difficile. Il n'y a pas de raisons majeures de penser -hormis un fléchissement sensible de Kara, une fois passé le grand "boom" économique des années 1978-80- que les taux aient fortement changé (certes, l'essoufflement économique rend les villes moins attractives, mais la crise est pire dans les pays voisins où émigraient traditionnellement les Togolais, et ceux-ci ont pu choisir de rester dans les villes de leur pays).

On peut donc supposer que, **actuellement**, Lomé se situe autour de 600 000 habitants, Sokodé de 60 000, Kara (grosse incertitude) de 40 000 (1), Atakpamé et Kpalimé seraient autour de 35 000, Tsévié à 27 000, Dapaong à 23 000... Soit, au grand maximum 450 000 dans les villes secondaires, Lomé pesant maintenant 57 % de la population urbaine totale.

A l'échéance de la **fin du siècle**, si l'on peut extrapoler des tendances de croissance sur près de vingt ans, Lomé aura entre (au minimum) 1 000 000 et (plus vraisemblablement) 1 300 000 habitants, soit le quart de la population du pays (2). Kara pourrait avoir 125 000 habitants, Sokodé 100 000, Atakpamé 75 000, Kpalimé 50 000, Tsévié (à moins qu'elle ne fasse dès lors partie du Grand-Lomé) et Dapaong 40 000, Bassar 30 000, Aného, Mango, Sotouboua et peut-être Anié 25 000... On compterait alors (avec un Lomé à 1,3 million) 2 000 000 citadins (40 % du pays), dont **les deux-tiers dans la capitale**.

Equiper, alimenter, optimiser de telles villes en une douzaine d'années, tels sont les objectifs qui s'imposent à toute politique qui veut affronter les défis du futur et non les subir passivement.

(1) Mais la prochaine ouverture d'un complexe textile de 3 000 ouvriers pourrait en relancer nettement la croissance.

(2) L'hypothèse catastrophiste. -10 % de croissance annuelle- nous conduirait à 2.500.000 (un Togolais sur deux).

Marguerat Yves

La croissance des villes togolaises entre 1960 et 1981 et ses implications pour le développement

Lomé : ORSTOM, 1988,9 p. multigr.

Séminaire URD, Kpalimé (BEN), 1988/07.